

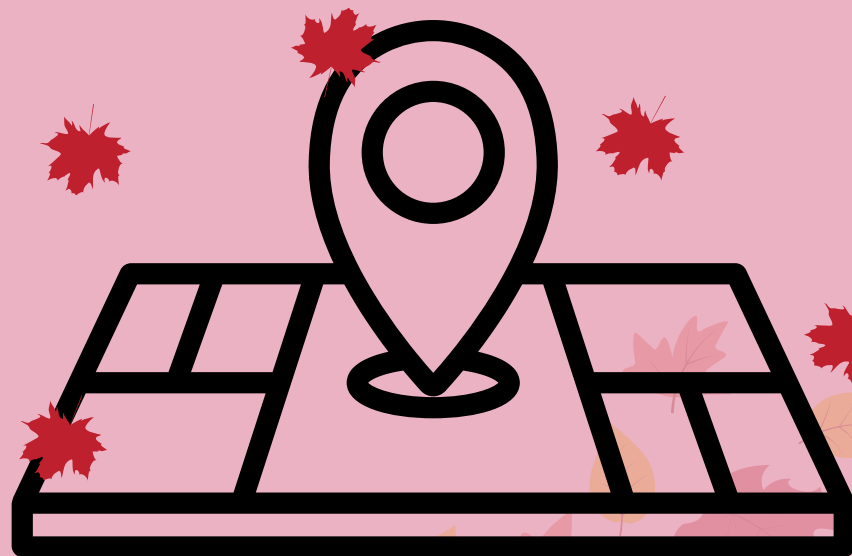
Les terrains du fédéral



**pour le logement
social !**

Actions de visibilité
22 novembre
Journée canadienne de l'Habitation

Les terrains du fédéral



**pour le logement
social !**

Actions de visibilité
22 novembre
Journée canadienne de l'Habitation

Les terrains du fédéral pour le logement social!

Le 22 novembre prochain, dans le cadre de la Journée canadienne de l'habitation, les groupes membres du FRAPRU vont cibler différents terrains publics fédéraux partout au Québec pour demander d'appliquer une solution éprouvée : le développement de logements sociaux.

Considérant l'ampleur de la crise du logement, il est urgent que la part du logement social au sein du marché locatif augmente. Une mesure simple et efficace pour un développement rapide repose sur l'utilisation de ces sites publics qui nous appartiennent collectivement. Les raisons ne manquent pas d'agir, la crise de l'itinérance, l'effritement du parc locatif, les listes d'attentes pour un logement social.

Les logements mis à disposition pour résorber la crise ne doivent pas être octroyés au plus offrant ou abandonner à des critères d'abordabilité inefficaces. Qu'il s'agisse des immeubles excédentaires de la Société Immobilière du Canada, de Poste Canada ou de ceux de la banque de terrains, il faut privilégier les projets portés par les milieux concernés. Le gouvernement fédéral pourrait ainsi contribuer, à très court terme et pratiquement à coût nul, à offrir des logements réellement abordables, ancrés dans leur milieu.

Joignez-vous à nous le 22 novembre!

Les terrains du fédéral pour le logement social!

Le 22 novembre prochain, dans le cadre de la Journée canadienne de l'habitation, les groupes membres du FRAPRU vont cibler différents terrains publics fédéraux partout au Québec pour demander d'appliquer une solution éprouvée : le développement de logements sociaux.

Considérant l'ampleur de la crise du logement, il est urgent que la part du logement social au sein du marché locatif augmente. Une mesure simple et efficace pour un développement rapide repose sur l'utilisation de ces sites publics qui nous appartiennent collectivement. Les raisons ne manquent pas d'agir, la crise de l'itinérance, l'effritement du parc locatif, les listes d'attentes pour un logement social.

Les logements mis à disposition pour résorber la crise ne doivent pas être octroyés au plus offrant ou abandonner à des critères d'abordabilité inefficaces. Qu'il s'agisse des immeubles excédentaires de la Société Immobilière du Canada, de Poste Canada ou de ceux de la banque de terrains, il faut privilégier les projets portés par les milieux concernés. Le gouvernement fédéral pourrait ainsi contribuer, à très court terme et pratiquement à coût nul, à offrir des logements réellement abordables, ancrés dans leur milieu.

Joignez-vous à nous le 22 novembre!